



George Fournier, LDH de Martigues : « L'administration a ignoré les liens qui se sont tissés. » PHOTO JZ

Des familles de réfugiés menacées, la ville unie

MARTIGUES

Suite à un plan national de réorganisation des foyers d'accueil de migrants, quatorze familles de Martigues étaient menacées d'être déplacées ce lundi. Grâce à une large mobilisation de toute la ville venue faire bloc au pied du foyer samedi, le préfet a suspendu l'opération.

Nous sommes là pour dire qu'on ne gère pas des personnes comme des marchandises », rappelait sous les fenêtres du foyer George Fournier, président de la Ligue des droits de l'Homme de Martigues et directeur de la Maison de l'hospitalité. Une foule nombreuse s'est réunie ce week-end devant la structure Adoma de la ville dont une partie des résidents, la semaine passée, recevait une annonce semblable à un coup de poignard : suite à un plan national de réorganisation des foyers accueillant des réfugiés et demandeurs d'asile, l'administration entendait « faire de la place » dans celui de Martigues, avec l'objectif d'y accueillir essentiellement des « dublinés ». Soit des personnes qui sollicitent l'asile en France mais qui ont été enregistrés dans un au-

tre pays de l'Union européenne. Conséquence pour ses résidents actuels : quatorze familles apprenaient du jour au lendemain qu'elles seraient « transférées » dès ce lundi dans un autre foyer du département, voire de la région.

Mais grâce à la mobilisation de dizaines d'associations, du maire de Martigues Gaby Charroux, du PCF et de la France insoumise, de l'ANC, des syndicats CGT et de la FSU, l'annonce d'une première victoire est tombée ce dimanche soir : le préfet, saisi dès vendredi par le député PCF Pierre Dharréville, a annoncé suspendre l'opération prévue ce matin.

« Cette décision ne tenait pas compte de la plus élémentaire humanité »

Pierre Dharréville, député PCF

De quoi laisser André et sa famille souffler un peu alors qu'ils faisaient partie des familles menacées. Samedi, il portait sur le dos sa chasuble du Secours populaire où il milite depuis maintenant trois ans et demi. Originaire du Congo, père d'une fille en CM1 et d'un petit garçon inscrit au CP, il restait abasourdi par le manque de considération des autorités. « Ma femme et moi préparions la rentrée scolaire des enfants. Ça nous a fait un choc, d'autant qu'on

nous laisse trois jours à peine pour nous retourner... Ma fille surtout a pleuré, elle se dit qu'elle ne va plus revoir ses amis, qu'elle va quitter l'école, elle pose beaucoup de questions. » Et le résident de déplorer n'avoir eu aucun échange avec l'administration avant réception de l'avis. « C'est une décision qui vient de l'Ofii, à prendre ou à laisser. » Comprenez qu'un refus équivaldrait à la perte de toute allocation et du droit d'être relogé.

Pour le député Pierre Dharréville, la décision de suspendre le déplacement des familles reste une bonne nouvelle à saluer comme « le résultat d'une mobilisation de solidarité importante. Même si nous ne sommes pour l'instant que sur une suspension de cette décision de déplacement. J'espère qu'une véritable discussion va à présent pouvoir s'ouvrir afin qu'on prenne en compte la situation de chaque famille et leur parcours de vie. » Le parlementaire rappelant que « pour un certain nombre d'entre elles ce sont des familles implantées sur la ville, qui ont noué des relations... On ne peut pas détruire tout ça du jour au lendemain. » Ajoutons que sans ce recul des autorités, à Martigues tous les militants présents samedi avaient prévenu qu'ils retourneraient immédiatement faire bloc auprès des familles pour empêcher leur départ.

JZ.

*Le prénom a été modifié.